

Palestine : vipères au *point* !

L'ENVERS DES CARTES

On pouvait s'y attendre, et prochetmoyen-orient.ch l'a écrit à plusieurs reprises : le Covid-19 risquait de relancer et d'amplifier les pandémies politiques et géopolitiques qui sévissent depuis tant d'années au Proche et Moyen-Orient. C'est fait ! L'hebdomadaire *Le Point* du 11 mai dernier publie une bien étrange tribune qui va exactement dans ce sens : « Protégeons les Arabes qui dialoguent avec Israël ».

Préambule : « *Le Point publie une tribune signée par plus de soixante députés et sénateurs français de droite, du centre et de gauche, anciens chefs de gouvernement, anciens ministres, intellectuels, qui s'engagent contre le virus de la haine en apportant leur soutien aux représentants de la société civile de seize pays arabes qui ont fondé le Conseil arabe pour l'intégration régionale. Celui-ci a pour objectif de tendre la main à Israël et de lutter contre les préjugés en instaurant un véritable dialogue israélo-arabe pour normaliser les relations et mettre fin à toute forme de boycottage* ».

La suite de ce texte/tract s'articule autour de sept impostures des plus abjectes, tant elles insultent, à la fois, l'Histoire, l'intelligence et la conscience humaine collective. Imposture : « *Ce mot vient du verbe imposer. Or on en impose aux hommes par des actions et par des discours (...). On en impose aux autres, on s'en impose à soi-même. Toutes les manières possibles dont on abuse de la confiance ou de l'imbécilité des hommes sont autant d'impostures. Mais le vrai champ et sujet de l'imposture sont les choses inconnues. L'étrangeté des choses leur donne crédit. Moins elles sont sujettes à nos discours ordinaires, moins on a le moyen de les combattre* » – *L'Encyclopédie* de Denis Diderot.

UN : UN DRÔLE DE « CONSEIL »

Le recours à Diderot n'est pas inutile, parce que l'ouverture du tract prétend s'appuyer sur l'« initiative historique » du « Conseil arabe pour l'intégration régionale » (ACRI), censé regrouper une trentaine de « leaders d'opinion ». Vérification faite, la naissance de cette structure fantomatique, que personne ne connaît, a été initiée par plusieurs services de renseignement occidentaux et israéliens. La plupart de ses membres – souvent au ban de leurs intelligentsias nationales -, dont les noms ne disent pas grand-chose, rassemblent des personnages en recherche de position sociale. Faut bien faire bouillir la marmite...

DEUX : « UNE CULTURE DE LA HAINE »

D'après ce tract, il s'agirait de lutter contre une « Culture de la haine », évidemment exclusivement imputable aux « Arabes ». Outre l'essentialisme profondément raciste de cette proposition, ce constat unilatéral apparaît proprement aberrant à qui a fait l'effort d'aller voir ce qui se passe sur le terrain. Et là, on se rend parfaitement compte d'où vient la « haine » et qui en est responsable...

« Je discute presque tous les jours avec les soldats ; hier l'un d'entre eux m'a dit que ses ordres étaient de tirer dans les genoux des enfants s'il se sentait menacé ; je lui ai demandé :

pourquoi les genoux ? Il m'a répondu : comme ça on ne les tue pas, ils ne deviennent pas des martyrs pour leur copains mais ils ne pourront plus jamais marcher, ça dissuadera les autres de lancer des pierres – Vous trouvez normal de tirer dans les genoux des enfants ? Oui, ce sont des Arabes ».

Ces terribles propos sont rapportés dans le livre-événement des Mérer¹. Ils ont passé trois mois en Palestine entre février et mai 2016, dans le cadre d'un programme international du Conseil Œcuménique des Eglises, lancé à la suite de la deuxième Intifada. Venez, partagez un moment de notre vie, et retournez chez vous pour raconter, telle est la mission ! Les volontaires se relaient tous les trois mois, une trentaine à chaque fois et vivent au cœur des Territoires occupés, par équipe de quatre ou cinq, dans les zones les plus sensibles.

Le moins que l'on puisse dire est que pour Corinne et Laurent Mérer, la mission est accomplie et bien accomplie : sans scorie moralisante ni idéologique, la vie quotidienne dans les Territoires palestiniens occupés par la soldatesque israélienne est restituée réellement, cliniquement à la manière d'une leçon d'anatomie. On y vit la répression ordinaire et le racisme quotidien de l'occupation, de la colonisation et de la répression dans un système d'Apartheid que le président américain a décidé de légaliser, de cautionner et de favoriser.

Cet imparable constat n'est pas le fait d'excités ou d'idéologues. Laurent Mérer est officier de marine. Il a commandé les forces navales françaises de l'océan Indien. Vice-amiral d'escadre, il a été préfet maritime de l'Atlantique. Sa femme, Corinne, est une grande voyageuse et auteure de plusieurs ouvrages, dont la plupart ont été couronnés de prix littéraires dont un Grand Prix de l'Académie française. Plus qu'un engagement, leur livre ouvre des perspectives d'intelligence, d'espérance et de vie².

TROIS : « TIRER LES LECONS DU PASSE »

Pour faire reculer la « culture de haine et sortir de l'impasse actuelle », le tract estime qu'« il est temps de tirer les leçons des échecs passés en prenant le parti du dialogue avec la société israélienne plutôt que celui de la censure, de la coexistence judéo-arabe plutôt que celui du rejet et de l'exclusion ». Qui est responsable des « échecs du passé » et quels sont ces « échecs » ? Depuis la Déclaration Balfour – dont il faut garder en mémoire toutes les malédictions grâce au livre définitif de Philippe Simonnot³ -, la question palestinienne relève d'un « processus politique » et non de la morale au rabais de quelques belles âmes qui voudrait qu'avec un peu de bonne volonté – de part et d'autre – on puisse « sortir de l'impasse ».

Dans cette affaire, les « belles âmes » justement ont tendance à renvoyer les deux parties dos à dos, comme si chacune d'elle était porteuse de responsabilités – quantitatives s'entend -, égales, équivalentes et pareillement blâmables au nom d'une improbable « objectivité ». Jean-Luc Godard : « l'objectivité, ce n'est pas une minute pour les camps et une minute pour Hitler ; c'est un peu plus compliqué... ». En effet !

QUATRE : « UN DIALOGUE FRANC »

Les signataires du tract appellent à « un dialogue franc ». Quelle farce. Faut-il leur rappeler qu'il n'y a plus de dialogue de paix depuis le début des années 2000, depuis la provocation du criminel de guerre Ariel Sharon, se pavanant sur l'Esplanade des Mosquées en affirmant que Jérusalem ne serait la capitale que d'un seul Etat : celui d'Israël.

Depuis la création d'Israël en 1948, « ce petit Etat de merde, qui emmerde la terre entière » – pour reprendre les propres termes du grand diplomate français, le regretté Daniel Bernard -, les autorités de Tel-Aviv (capitale d'Israël) n'ont cessé de violer allègrement le droit international. Depuis 1948, plusieurs centaines de résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, ont été adoptées sur le sujet. Pas une n'a été respectée par Tel-Aviv (sauf la 475 concernant l'occupation du Liban-Sud, et encore seulement en partie puisque la soldatesque israélienne occupe toujours le secteur de Shebaa qui contrôle le bassin hydrographique du fleuve Litani).

La résolution 2334 a été adoptée le 23 décembre 2016. Relative à la question de Palestine, rappelant les résolutions 242, 338, 446, 452, 465, 476, 478, 1397, 1515 et 1850, elle « exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ». Le texte est présenté au vote par la Nouvelle-Zélande, le Sénégal, la Malaisie et le Venezuela, après que l'Égypte qui l'avait proposé dans un premier temps eut demandé un report du vote à la veille de la réunion du Conseil à la suite d'un entretien du général-président Abdel Fattah al-Sissi avec Benyamin Netanyahou et Donald Trump. Après une dernière tentative de le faire ajourner par l'intermédiaire de la Russie, le texte est mis au vote, avec la voix favorable de l'Égypte. La résolution est adoptée par 14 voix pour, aucune opposition, les États-Unis présidés par Barack Obama s'étant abstenus. Israël annonce cependant qu'il ne se conformera pas au vote du Conseil de sécurité.

Alors pour le « dialogue franc », on peut en parler, mais sur pièces ! Celles-ci sont toujours sur la table, de même que le plan de paix du roi Abdallah, proposé lors du sommet arabe de Beyrouth en 2002.

CINQ : BOYCOTTONS ISRAËL

Le texte du tract ajoute : « le boycott d'Israël a eu un effet pervers. Il a impacté négativement la dynamique israélo-palestinienne en empêchant les Arabes d'influer sur ce conflit de manière positive et en contribuant à isoler la société civile palestinienne de son environnement arabe ». Encore une fois, la faute serait exclusivement imputable aux « Arabes ». La mauvaise foi confine ici encore au racisme ordinaire et à l'imposture, si bien décortiquée par Denis Diderot.

Oui bien-sûr, il faut boycotter Israël, qui n'est pas un Etat comme les autres, un Etat qui foule aux pieds le droit international, les droits humains et les résolutions des Nations unies. Tant que les autorités de Tel-Aviv ne reviendront pas à la table de négociation, le « boycott d'Israël » reste un devoir humain incompressible.

SIX : « LA HAINE S'EXPORTE CHEZ NOUS »

Là, on touche le pompon : « Les mêmes logiques de haine et d'exclusion qui déstabilisent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient s'exportent malheureusement chez nous ». Chez nous pauvres innocents, mais quelle horreur !!! Avec son occupation militaire, ses annexions successives de terres palestiniennes, la construction continue de ses colonies de peuplement, ses murs, ses routes de contournements et son tronçonnage des villages, des maisons et des espaces agricoles palestiniens, Tel-Aviv fabrique consciemment et à dessein ressentiments et violences qu'il ose baptiser « terrorisme », osant aussi les comparer aux attentats qui ont frappé Paris et d'autres capitales européennes !

C'est justement la politique du deux poids deux mesures concernant la question palestinienne, c'est justement l'absence de toutes sanctions internationales à l'encontre des violations répétées du droit international par les autorités de Tel-Aviv qui constitue l'un des ressorts les plus récurrents du fondamentalisme et de l'Islam politique radical. Oussama ben Laden est le fils naturel des services américains et de l'oligarchie saoudienne. La *Qaïda* et *Dae'ch* sont les enfants naturels des guerres américaines et de la dernière invasion anglo-américaine de l'Irak au printemps 2003. Depuis des décennies, Washington permet, sinon encourage la dictature wahhabite à financer et armer les factions terroristes les plus diverses, non seulement aux Proche et Moyen-Orient, mais aussi en Asie, en Afrique et en Europe⁴.

Alors, sur la « haine qui s'exporte chez nous », on se calme et on commence – comme dirait Spinoza – par remonter aux causes !

SEPT : LE COVID-19 A BON DOS

Evidemment, on n'allait pas échapper à l'humanisme gnangnan : « La coopération israélo-arabe pour lutter contre le Covid-19 est un impératif moral et pratique ». La dernière pandémie nous a montré que les virus n'ont pas de frontière et qu'on est tous frères... Tous ? A voir... certains restant toujours plus égaux que d'autres ! Soyons un peu sérieux et revenons aux causes et aux fondamentaux « politiques » de la question palestinienne.

En 2002, en relisant le livre de Michel Foucault – *Surveiller et punir* – nous analysions la stratégie globale israélienne⁵ qui consiste à enfermer les Palestiniens dans un espace hyper surveillé et clôturé – routes dites de « contournement » aussi bien que le « mur » de plusieurs centaines de kilomètres qui déchire l'espace palestinien : « La politique d'Ariel Sharon poursuit inlassablement la réalisation d'une »utopie disciplinaire" dont les rouages pourront rejeter les populations indésirables soit vers la bande de Gaza, soit vers la Jordanie, soit ailleurs ».

UNE QUESTION POLITIQUE

Là-aussi, on n'allait pas échapper aux mièvreries et poncifs touchant à la France éternelle : « Forte de ses liens historiques et de ses relations diplomatiques, militaires, économiques et culturelles avec l'ensemble des pays du monde arabe, la France peut jouer un rôle bénéfique en encourageant la démarche constructive des membres du Conseil arabe et les projets qu'ils portent. En renforçant nos liens avec les acteurs de ce rapprochement entre les sociétés civiles du monde arabe et d'Israël, notre pays pourra peser davantage et permettre à la paix de trouver son chemin dans une région qui en a tant besoin ».

Quelle rigolade ! Depuis Chirac finissant, la France s'est proprement déculottée face aux exigences de Tel-Aviv, de Washington et des pays du Golfe. Chacun se souvient d'une conférence de presse commune, tenue à Montauban par François Hollande, alors président de la République et Benjamin Netanyahu, qui était en France pour sa campagne électorale en faveur du Likoud. En fin de prestation, on entend – médusé – le criminel de guerre Netanyahu appeler les Juifs de France à se « réfugier » en Israël... François Hollande – qui aurait pu répondre poliment que la question relevait des affaires franco-françaises – n'a pas desserré les dents. Encore bravo pour avoir laissé traîner dans la boue notre pays publiquement par un criminel de guerre.

Quant à Emmanuel Macron, il est plus facile pour lui d'affirmer que « le colonialisme est un crime contre l'humanité » à Alger plutôt qu'à Tel-Aviv où il va, régulièrement, se mettre à plat ventre devant le même criminel de guerre...

En dernière instance, la publication de ce tract relève d'autant plus de la pure provocation, qu'elle intervient après le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, après le vote à la Knesset des nouvelles dispositions d'un « Etat juif » qui instaure l'apartheid entre des citoyens « juifs » de plein droit et tous les autres métèques – un Etat théocratique, non-démocratique fondé sur l'appartenance à une religion ! En France, après des conflits sanglants pendant des siècles, il a fallu attendre la loi de 1905 pour séparer l'Eglise de l'Etat, saluée comme le plus grand progrès de toute l'histoire constitutionnelle et institutionnelle de notre vieux pays.

QUI SIGNE CE TRACT ?

Enfin, ce tract constitue aussi une provocation, parce qu'il est publié au moment même où Benjamin Netanyahu annonce de nouvelles annexions en Cisjordanie et dans la vallée du Jourdain, sans parler des nouvelles colonies israéliennes qui, quotidiennement, continuent à bétonner les lignes de crêtes des collines de Palestine.

Mais qui sont les signataires de ce torchon – nid de vipères ? Echantillon de ce pitoyable cortège : Anne Hidalgo (inauguratrice de places publiques à la gloire de l'apartheid) ; Pascal Bruckner (essayiste creux) ; Daniel Cohn-Bendit (ancien gauchiste) ; Bernard Kouchner (affairiste sans frontière) ; Jean-Marie Le Guen (médecin malgré lui) ; Jean-Pierre Sueur (ex-rococardien fatigué, réfugié au Sénat) ; Manuel Vals (de retour de Barcelone) ; Boualem Sansal (nègre blanc, spécialiste de la haine de soi) ; Gérard Longuet (ancien d'Occident) ; Jacques Julliard (éditorialiste multicartes) ; François Léotard (ancien trafiquant d'armes) ; Corine Lepage (Greta Thunberg avec 60 ans de plus) ; Edith Cresson (sortie du musée Grévin). Manque étrangement Bernard-Henri Lévy. Selon quelques indiscretions, il resterait confiné pour finir – enfin – sa grande œuvre : *La Barbarie à visage masqué* ! Bref, des gens dont on peut penser qu'ils n'ont jamais mis un bout d'orteil dans les territoires palestiniens occupés !

Le choix du Point pour publier ce texte affligeant ? Logique, puisque son éditorialiste n'est autre que Franz-Olivier Giesbert, un viel *aficionado* de la colonisation israélienne. Se définissant comme « végétarien à géométrie variable », ce curieux personnage est aussi directeur éditorial du quotidien *La Provence* depuis mai 2017. Condamnations judiciaires : pour la publication illicite d'extraits de procès-verbaux dans l'affaire Bettencourt. En septembre 2017 la Cour d'appel de Bordeaux prononce une relaxe ; le 3 mars 2011, Franz-Olivier Giesbert est condamné (2500€) par le Tribunal de Grande instance de Paris pour la publication d'une chronique injurieuse à l'égard de Bernard Cassen signée par Bernard-Henri Lévy et pour s'être soustrait à l'obligation de publier un droit de réponse en tant que directeur de publication ; le 24 janvier 2014, Franz-Olivier Giesbert est condamné pour « diffamation publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine ou nationalité chinoise » ; le 27 avril 2017, la cour d'appel de Paris confirme la condamnation en diffamation du magazine *Le Point*, qui avait accusé en février 2014 Jean-François Copé d'avoir volé l'UMP. Franz-Olivier Giesbert est condamné à 1 500 euros d'amende.

Pour des raisons plus personnelles, Franz-Olivier Giesbert fait aussi -malheureusement – la pluie et le beau temps à la *Revue des deux mondes*, vieille institution française qui date de 1829.

Pour être complet, la rédaction du *Point* conseille à ses courageux lecteurs quelques articles complémentaires, allant dans la même direction : « Antisémitisme » de Marek Halter. « La résurgence d'un antisémitisme de gauche » par Brice Couturier et « Aux Etats-Unis, le socialisme des imbéciles » par Bernard-Henri Lévy. Nous voilà armés, non pas pour comprendre le monde, mais pour survivre et briller au sein de la bobologie parisienne. Tout cela serait désespérant, si nos amis de l'AFPS (Association France-Palestine-Solidarité) et bien d'autres ne poursuivaient leur mission de gardien de phare sur cette question palestinienne qui fait tâche sur la conscience universelle.

Pour ne pas conclure, rédaction de prochetmoyen-orient.ch appelle toujours et de nouveau ses lecteurs, soutiens et amis, à boycotter – non seulement les produits israéliens des colonies implantées en territoires palestiniens -, mais aussi *Le Point* !

Malgré tout, bonne lecture et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

18 mai 2020

¹ Corinne et Laurent Méner : *S'ils se taisent, les pierres crieront... Trois mois en Palestine au service de la paix*. Editions Balland, septembre 2017.

² prochetmoyen-orient.ch, 11 décembre 2017.

³ Philippe Simonnot : *Le Siècle Balfour – 1917 – 2017*. Editions Pierre-Guillaume de Roux, mars 2018.

⁴ On se permet – ici – de renvoyer à quelques-uns de nos ouvrages : *Les Dollars de la Terreur – Les Etats-Unis et les Islamistes*. Editions Grasset, 1998. *Oussama Ben Laden ou Le meurtre du père : États-Unis, Arabie saoudite, Pakistan*. Éditions Favre, 2002. *Les coulisses de la terreur*. Éditions Grasset, 2003. *Vérités et mythologies du 11 septembre : modeste contribution aux cérémonies officielles du Xe anniversaire*. Nouveau Monde-éditions, Collection : Les enquêteurs associés, août 2011 et, *Terrorisme, face cachée de la mondialisation*. Editions Pierre-Guillaume de Roux, novembre 2016

⁵ Richard Labévière : « Surveiller, punir et faire partir ». Revue d'études palestiniennes – numéro 85, automne 2002.

